

COMMUNIQUÉ

Mesures pour atteindre les objectifs de réduction CO₂: procédure de consultation

Etudes favorables au centime climatique

La Fédération routière suisse FRS soutient et demande la rapide institution du centime climatique en tant que mesure volontaire. Par contre, elle s'oppose à l'heure actuelle au prélèvement d'une taxe CO₂ qui est incompatible avec une politique climatique, financière et économique raisonnable (cf. http://www.strassenverkehrsverband.ch/Klimarappen_def.pdf).

Le centime climatique constitue la seule mesure offrant dans les délais utiles des résultats concrets dans la lutte contre le CO₂. Selon la loi sur le CO₂, les objectifs de réduction doivent être atteints, dans une première phase, par des mesures volontaires ainsi que par des mesures relevant d'autres domaines politiques (par exemple, la politique énergétique et la politique des transports). La taxe CO₂ ne peut être introduite qu'à titre de dernier recours, donc si toutes les autres mesures n'ont pas permis d'atteindre l'objectif visé. Or, cette première phase des mesures facultatives n'est pas terminée.

Dans le contexte actuel, la taxe CO₂ n'est économiquement pas supportable, surtout si on tient compte de la nécessaire compensation des pertes de recettes dans l'impôt sur les huiles minérales. Le centime climatique, par contre, charge nettement moins l'économie. Une étude demandée par l'Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage (OFEFP) arrive à la conclusion que le coût économique de la taxe CO₂ est environ cinq fois plus élevé que celui du centime climatique. Idem pour une étude de l'université de St-Gall qui donne, pour des raisons économiques et d'efficacité, la nette préférence au centime climatique par rapport à la taxe CO₂. Enfin, une étude de l'institut de recherche conjoncturelle (KOF) de l'EPF Zurich confirme la neutralité du centime climatique sur les plans du renchérissement, de l'emploi et du produit intérieur brut (PIB).

La Fédération routière suisse FRS invite donc les services fédéraux compétents et le Conseil fédéral avec insistance à prendre toutes les dispositions pour que le centime climatique puisse rapidement déployer ses effets. Une taxe CO₂ dont le montant et l'effet d'incitation dépendent des impondérabilités du processus politique ne pourrait probablement pas entrer en vigueur avant 2007. Même si cette taxe avait effectivement les effets escomptés, ce serait trop tard pour la première période d'engagement selon le protocole de Kyoto. De plus, l'exploitation des mesures prises à l'étranger serait reportée une fois de plus.

La Fédération routière suisse FRS est l'organisation faitière de la branche automobile et du trafic routier privé de Suisse. Elle réunit une quarantaine d'associations de la branche automobile et routière ainsi que de nombreuses organisations d'usagers de la route et de moniteurs de conduite.

Berne, le 14 janvier 2005